

Les méthodes de l'élite politique pour ruiner la Suisse

**Discours de l'Albisgüetli du 15 janvier 2010, tenu lors de la
22^e assemblée de l'Albisgüetli de l'UDC du canton de
Zurich au Schützenhaus Albisgüetli à Zürich**

15 janvier 2010

par Christoph Blocher, anc. conseiller fédéral

Les versions orales et écrites du discours font foi.
L'orateur se réserve le droit de s'écarter fortement du manuscrit.

Table des matières

I. 2009: la Suisse en vitrine.....	3
II. Qu'est-ce qui fait la Suisse?.....	6
III. Citoyens réduits au silence.....	6
IV. Comment on tente d'endoctriner la population.....	7
V. Comment on veut éliminer les citoyens.....	11
VI. Comment on veut détruire la nation suisse.....	14
VII. Pour conclure: voter pour la Suisse, c'est voter pour l'UDC	16

Monsieur le Président du parti,

Monsieur le Conseiller fédéral,

Madame la Conseillère d'Etat, Messieurs les Conseillers d'Etat,

Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux,

Mesdames et Messieurs les Députés au Grand Conseil,

Monsieur l'ancien Conseiller aux Etats,

Mesdames et Messieurs

les Présidents de commune, les Conseillers communaux,

les Juges fédéraux, les Juges cantonaux, les Juges de district,

Messieurs des Commandants de corps et Divisionnaires,

Chers Membres, Amis et Hôtes de l'UDC Zurich,

Mesdames et Messieurs,

I. 2009: la Suisse en vitrine

Si je ferme brièvement les yeux en ce changement de millésime pour faire passer en revue l'année 2009, je ne vois pas des images réjouissantes pour la politique suisse. La Suisse officielle ne s'est certainement pas présentée sous un bon jour en 2009, ni à l'intérieur, ni face à l'étranger. Parler de désastre pour qualifier les prestations de notre dite élite politique est encore un mot trop gentil. Et tout cela s'est produit devant les yeux de tous. La Suisse était quasiment en vitrine.

Cela a commencé avec les **demandes d'entraide judiciaire des Etats-Unis concernant des clients de l'UBS**. Pendant neuf mois ces demandes sont restées en plan à Berne. Le Conseil fédéral aurait dû exiger beaucoup plus tôt une décision du tribunal pour savoir si ces dossiers portaient effectivement sur une escroquerie fiscale et si la remise des informations étaient donc justifiée. Perdant patience, l'administration américaine a recouru à la menace d'un ultimatum en exigeant la transmission des informations jusqu'au 18 février 2009 à minuit. Le Conseil fédéral s'est réuni à la hâte à 21 heures pour décider de transmettre en toute illégalité 300 dossiers de clients aux Etats-Unis. Une semaine plus tard, le Tribunal administratif a décidé dans une ordonnance superprovisoire d'interdire la remise de données transmises depuis longtemps. C'est un peu comme si le 3 août on interdisait, à cause des incendies de forêts, les fusées qui ont été tirées le 1^{er} août.

Il est donc devenu évident qu'on ne peut plus se fier à la Suisse quant à la protection de la sphère privée et le respect du secret préservant les clients des banques. **Ce fut un coup dur porté à une valeur centrale de la Suisse: la sécurité du droit.**

D'autres images me reviennent.

Alors que notre ministre des finances avait annoncé que **les pays étrangers se casseraient les dents sur notre secret bancaire**, il n'a fallu qu'une seule séance au Conseil fédéral pour se tirer lui-même toutes ses dents.

J'entends encore le ministre des finances déclarer: "**Le secret bancaire n'est pas négociable.**" Il avait raison, car **on n'a même pas négocié**; on a cédé sur tout sans aucune négociation.

Il va de soi que les **Etats européens** ont immédiatement profité de cette incroyable faiblesse de la Suisse. Pour remplir les caisses de leurs Etats qu'ils avaient préalablement pillées, les politiques tous azimuts, allemands en tête, ont fait pression sur la Suisse. **Monsieur Steinbrück** a décrit ses fonctionnaires comme une cavalerie qu'il allait engager contre des Indiens apeurés, donc les Suisses. Et **Monsieur Muntefering** a regretté publiquement le bon vieux temps où on aurait pu attaquer militairement un pays comme la Suisse.

Et quelle était la réaction de notre **président de la Confédération**? Avec un regard de chien battu sur le ministre allemand des finances – qui n'a pas été réélu entre-temps – il a assuré devant les caméras **qu'il avait trouvé un ami en Steinbrück**. Pour qualifier d'amis des gens pareils, il ne faut pas avoir beaucoup de vrais amis dans la vie!

Lorsque **des employés de l'OCDE**, organisation dont la Suisse est membre fondateur, ont menacé de porter la Suisse sur une liste grise ou noire, **la Berne fédérale s'est une fois de plus immédiatement inclinée**. Elle a annoncé un versement de dix milliards de dollars au Fonds monétaire international sans aucune contrepartie et promis d'assouplir le secret protégeant les clients des banques.

Lors du débat sur le projet fort controversé de la **libre circulation des personnes**, quelques conseillers aux Etats ont eu la glorieuse idée de ficeler un **paquet peu ragoûtant**. Ils ont réuni la prolongation de la libre circulation des personnes avec les 15 anciens membres de l'UE et son extension à la Bulgarie et la Roumanie en un seul projet. Ainsi, les citoyens ne pouvaient donner qu'une seule réponse à deux questions distinctes. Un procédé honteusement antidémocratique. Ces milieux ont ensuite réussi à faire passer le projet en multipliant les contrevérités et les prévisions manipulées. Les conséquences de la libre circulation – par exemple, l'augmentation du chômage – ne se sont pas fait attendre.

Ces mêmes milieux, soit la gauche, les syndicats, les bienpensants de tous bords et les associations soi-disant économiques ont aussi réussi en 2009 à faire passer une **augmentation de la TVA en faveur de l'AI** au lieu de combattre enfin les abus dans l'assurance-invalidité. Oui, vous avez bien entendu: les associations économiques ont soutenu cette augmentation des impôts et payé la propagande nécessaire. La décadence ne s'arrête malheureusement pas à la classe politique dans le sens étroit du terme.

Cet alourdissement de la charge fiscale affecte notre prospérité, notre compétitivité, donc aussi l'emploi dans notre pays.

Le vertige me prend presque quand je me rappelle la Libye, son dictateur Kadhafi et **la prise en otage de deux Suisses par ce régime**. Le dilettantisme du département des affaires étrangères a encore été surpassé par l'amateurisme naïf du président de la Confédération. Ce dernier a fait un petit voyage non coordonné dans les sables

libyens pour s'y faire humilier et rentrer chez lui avec des promesses vides, mais les valises pleines des otages. Après avoir rencontré le guide libyen de la révolution au palais de verre de l'ONU à New York, il a déclaré avec une joie qui était touchante à voir: **"Pour finir, il a pris ma main et il m'a offert des dattes et du thé!"** ¹

Lamentables et pénibles aussi les réactions des représentants du gouvernement, de divers élus politiques, de professeurs et de journalistes **après l'acceptation de l'initiative sur les minarets**. Ils n'ont eu de cesse d'expliquer la décision populaire, de s'en excuser auprès de l'étranger et de conclure à la cantonade que cette initiative ne pourrait de toute manière pas être appliquée. Les juges étrangers – ceux de Strasbourg, notamment – viendraient bien mettre de l'ordre en Suisse, donc, en clair, museler la démocratie directe. Et comme la classe politique a fini par comprendre que **l'initiative UDC sur le renvoi des criminels étrangers avait aussi de bonnes chances devant le peuple, elle met tout en œuvre pour la déclarer non valable après-coup**.

Le fait que la **politique d'asile** échappe au contrôle est notamment confirmé par les crédits additionnels de plus de 100 millions de francs et **l'explosion du nombre de demandes d'asile**.

En contrepartie, on tente de s'allier les bonnes grâces des Etats-Unis en acceptant d'accueillir des détenus islamistes de Guantanamo. Et cela bien que les récents attentats terroristes aient confirmé une fois de plus la menace que représentent ces individus et l'énorme risque de récurrence.

Dans le but d'échapper aux lancinants problèmes qui attendent une solution à l'intérieur du pays – les transports aériens ou la stratégie de la Poste, pour ne citer que ces deux exemples – **le ministre des transports et de l'énergie affrète un train spécial pour Copenhague où se déroule une conférence sur le climat**. Les émissions de CO₂ provoquées par ce voyage étaient beaucoup plus importantes que s'il avait utilisé des cars. Et comme le retour en train était trop pénible pour Monsieur le Ministre, il est rentré en avion. Bonjour les émissions de CO₂. Il était aussi prévisible d'avance que la conférence de Copenhague ne produirait rien sinon de vains bavardages.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, **l'année 2009 était particulière**. Qui aurait osé imaginer que la classe politique, qui se prend pour l'élite du pays, fasse aussi lamentablement honte à la Suisse devant sa propre population et devant toutes les autres nations?

Le Conseil fédéral et son administration, ses conseillers, de nombreux professeurs, le Club helvétique et tous les autres bienpensants hypocrites ont baissé les masques et montré ouvertement que leur objectif était d'affaiblir, de détruire et de ruiner les valeurs qui font notre pays exceptionnel.

Nombre de citoyens n'ont compris que l'an passé **le jeu répugnant et décadent qui se joue à Berne. Il faut parfois longtemps, mais la vérité finit toujours par éclater au grand jour**.

On se frotte les yeux et on se demande pourquoi ces prétendues élites font tout pour ruiner la Suisse.

¹ „Er offerierte mir Datteln“ (Il m'a offert des dattes), dans: Neue Zürcher Zeitung, 2.10.2009.

II. Qu'est-ce qui fait la Suisse?

Mesdames et Messieurs, les hommes courageux qui se sont engagés sans compter en 1848 pour fonder, au prix de sacrifices énormes et contre l'opposition massive d'adversaires suisses et étrangers, l'Etat fédéral suisse, avaient deux objectifs, c'est-à-dire

1. **la sauvegarde de la souveraineté des citoyens face aux autorités de leur propre Etat**
et
2. **la sauvegarde de la souveraineté du pays par rapport aux puissances étrangères.**

Sans perdre de vue ce double objectif, les fondateurs de notre Etat fédéral ont créé en 51 jours seulement la Constitution fédérale. Nous constatons aujourd'hui que cette œuvre a donné naissance à la nation mondialement la plus stable, la plus pacifique et la plus libérale ainsi qu'à une prospérité exceptionnelle. Il s'agissait de la Constitution la plus démocratique qu'un Etat pouvait se donner. Un vrai miracle, quand on y songe!

Mais, Mesdames et Messieurs, comment expliquer que **ce système étatique aussi performant que stable, que les libertés des citoyens et que la souveraineté nationale sont aujourd'hui plus menacés que jamais durant les 160 ans écoulés?**

Le plus grave est que cette menace ne vient pas principalement des puissances étrangères, non, **elle vient surtout de la faiblesse de nos propres politiques. De politiques qui ne pensent qu'à eux, qu'accaparer postes et prébendes, qu'à leur pouvoir, à leur réputation et à leurs intérêts propres.** Et qui en oublient leur mandat premier, à savoir le devoir de s'engager toujours et partout pour les intérêts de la Suisse.

C'est ainsi que la Suisse finira par sombrer – à la grande joie de nombreux gouvernements étrangers, mais au désespoir des peuples étrangers épris de liberté.

III. Citoyens réduits au silence

Mesdames et Messieurs, les créateurs de notre Etat fédéral savaient très bien quels devaient être **les principaux piliers de notre Etat.** D'abord, la souveraineté vers l'intérieur et vers l'extérieur, ce qui implique que **les citoyens soient placés au cœur du système.** Les citoyens, donc vous et moi, et non pas les gouvernants et les fonctionnaires! **La Constitution est censée donner protection et dignité aux citoyens, et non pas en premier lieu aux autorités.** Les libertés de l'individu sont donc au **centre de la Constitution**, soit la **liberté d'opinion, la liberté de la presse, la liberté de pensée, la liberté du commerce et de l'industrie, la liberté de s'établir, la liberté de disposer de sa propriété privée et la liberté de conscience et de croyance** (et non pas la "liberté religieuse", notion qui n'existe pas dans la Constitution fédérale!).

Tous ces droits sont en premier lieu donnés aux citoyens face à l'autorité de l'Etat. Voilà pourquoi il faut protéger la liberté des citoyens face aux actions de l'Etat – aussi et même surtout quand des juges sont à l'origine de ces interventions.

C'est dans le but de garantir ces libertés citoyennes que **l'on a introduit en 1848 le droit général de voter et d'élire.** Les autorités et les Etats étrangers voulaient en effet nous refuser ces droits. En Suisse, **ces droits ont même été élargis en 1874 par le droit de participation du peuple dans des questions politiques concrètes, donc par le droit d'initiative et le droit de référendum.** La souveraineté du peuple face à ses propres autorités est ainsi devenue un pilier porteur de notre Etat.

Mesdames et Messieurs, aujourd'hui nous devons constater avec effroi que nos **autorités sont les premières à mépriser ce pilier de notre Etat.** Et quand je dis autorités, je ne pense pas seulement aux conseillers fédéraux, aux parlementaires et aux juges, mais à **tout le contexte qui constitue la puissance de l'appareil étatique.** Il s'agit avant tout des **toutes-puissantes administrations, des nombreux professeurs, intellectuels et innombrables experts pour tout et n'importe quoi.** Toutes ces personnes vivent finalement de l'Etat et de son activisme, mais elles sont payées par les citoyens dont ils cherchent à rogner les droits. Je songe aussi à tous ces formidables bienpensants qui touchent de généreuses indemnités de l'Etat pour mettre en évidence leur bienpensance. Rappelez-vous également ces innombrables actes administratifs, jugements de tribunaux, articles de lois, expertises, conférences académiques, etc. dont les auteurs sont aussi massivement soutenus par le mainstream médiatique. Tous ces individus scient discrètement les piliers de notre système étatique qui a pourtant fait la preuve de son efficacité. **Leur but final est tout simplement de supprimer la démocratie.**

Ils veulent plus d'Etat et moins de citoyens responsables; ils veulent moins de liberté pour les citoyens et plus de pouvoir pour l'Etat. Donc plus de socialisme.

Mesdames et Messieurs: ces milieux ne s'engagent plus pour la Suisse et ses valeurs. En 1848 déjà, la démocratie a été qualifiée de "pouvoir de la racaille" par les adversaires de la Constitution fédérale. On les comprend: la démocratie réduit le pouvoir des régnants. Aujourd'hui, on n'ose plus l'exprimer ouvertement, mais **on se réfugie derrière l'internationalisme en lui attribuant toutes les qualités.** Voilà pourquoi ces milieux ressentent un besoin irrépressible d'entrer dans l'Union européenne. Car les droits des citoyens y sont restreints au point qu'on ne saurait plus parler de démocratie directe.

La noble et urgente tâche de l'UDC est précisément de dénoncer ces tendances. L'UDC peut agir ainsi, car elle s'est depuis toujours engagée sans compromis pour les droits des citoyens et la démocratie directe. Elle sait que ces principes font la Suisse. Malheureusement, l'UDC est encore le seul parti à les défendre.

IV. Les tentatives d'endoctriner la population

L'UDC doit savoir et prévoir ce que ces politiques planifient. Elle doit en dénoncer les projets. Voilà pourquoi, Mesdames et Messieurs, il ne suffit pas d'écouter ce que

disent nos adversaires politiques. Car ils ne disent de toute manière pas ce qu'ils pensent. Ils planifient tout en secret.

Nous devons donc comprendre ce qu'ils pensent. Leurs motivations comptent beaucoup plus que leurs paroles.

On se rend alors très vite compte d'un point essentiel: **celui qui veut pousser la Suisse dans l'UE doit commencer par détruire la Suisse, soit en particulier sa démocratie directe et sa souveraineté nationale avec tous ses instruments comme la neutralité permanente et armée.**

Cependant, Mesdames et Messieurs, personne ne dira ouvertement "Il ne faut pas qu'on s'en aperçoive!". **On agira toujours derrière le dos des gens.** La première chose à faire, c'est d'endoctriner la population pour la rendre malléable. Pas trop vite, pas trop brutalement, mais de manière bien dosée et régulière. Et à tous les niveaux: politique, institutionnel, économique et social. Il va de soi qu'on ne dira jamais qu'on endoctrine le peuple. Dans les salons, il n'est question que de "préparer le peuple" afin qu'il soit "assez "mûr" pour décider. Cela sonne beaucoup mieux.

L'ancien président du parti radical Franz Steinegger a été interrogé de la manière suivante en 1998 par un journal: "Vous en restez à la tactique du salami: rondelle après rondelle, pas après pas, pour entrer finalement dans l'UE." Réponse: **"Oui bien sûr. Vous pouvez appeler cela la tactique du salami, mais c'est en tout cas la seule politique qui promet du succès."**².

Si les choses se passent trop vite, les citoyens commencent à se méfier de l'UE. **Il est donc plus utile de servir le menu UE bouchée par bouchée, comme si on nourrissait un petit enfant. Et si l'enfant – donc le citoyen suisse – se rebiffe, on peut commencer à lui faire peur, à le menacer, à le ramollir en peignant le diable sur la muraille.**

Le diable sur la muraille a de nombreux visages. Quant le gouvernement échoue, on dira que c'est **parce que la Suisse n'est pas en réseau, parce qu'elle est isolée, qu'elle est une île** – en taisant bien sûr le fait que des centaines de milliers de citoyens du paradis UE ont afflué dans ce pays prétendument isolé.

Il est tout de même bizarre que tous ces gens trouvent ce pays qui est pourtant tellement isolé. Même des gens de très loin, d'Afrique par exemple. Et pourquoi tant de gens viennent-ils donc sur cette île solitaire? Toutes ces personnes en quête de travail, tous ces gens aisés qui veulent s'établir chez nous à l'abri d'Etats accapareurs et séquestrant leurs économies, tous ces réfugiés menacés dans leur vie et leur intégrité physique, mais aussi tous ces faux requérants d'asile, ces tricheurs et criminels qui espèrent trouver ici une justice clémente? **Il semble que cette île isolée et solitaire soit plutôt une île du bonheur!**

Mais notre propre gouvernement voit les choses autrement. Lorsque les représentants du Conseil fédéral ont agi en dilettantes après la prise d'otages par l'Etat libyen, le conseiller fédéral Pascal Couchepin n'a eu que ces mots: **"Nous**

² "Ein Wahlkampf wie im Ausland ist hier undenkbar, alle Parteien benehmen sich amateurhaft" (Une campagne électorale comme à l'étranger est impensable ici; tous les partis se comportent en amateurs), dans: SonntagsZeitung, 25.10.1998.

sommes seuls dans la crise. Les choses seraient différentes si nous étions dans l'UE".³

A-t-il oublié que l'UE a dû négocier huit ans avec la Libye dans l'affaire des infirmières bulgares et qu'elle a finalement payé une rançon d'un demi-milliard d'euros? Ou que des otages allemands sont toujours retenus au Yémen et au Tchad ainsi que des otages français en Colombie?

Et personne ne dit bien sûr que cette même Libye assume aujourd'hui comme si rien n'était la présidence de l'assemblée générale de l'ONU, donc de cette organisation qui, prétendument, garantit le respect du droit international et interdit la prise d'otages. Il semble même que Joseph Deiss veuille emboîter le pas à Kadhafi pour présider les amis des droits de l'homme.

Quand l'OCDE, l'UE ou les Etats-Unis font pression sur le secret protégeant les clients des banques suisses dans l'unique but remplir les caisses vides des Etats, la Berne fédérale se lamente: **"Si seulement nous étions dans l'UE, alors nous n'aurions pas de tels problèmes."** Comme si chaque Etat ne défendait pas exclusivement et âprement les intérêts de sa propre place financière! A-t-on donc oublié les attaques menées contre l'Autriche et le Luxembourg, tous deux membres de l'UE? Et pendant ce temps les attaques contre le Liechtenstein, membre de l'EEE, se poursuivent joyeusement.

Face à tous les problèmes, qu'il s'agisse de la **crise financière et économique**, des attaques contre la souveraineté fiscale et le secret bancaire, de la **prise d'otages en Libye**, le Conseil fédéral ne sait formuler que le remède des faibles et des incompetents: **"Nous devons adhérer à l'Union européenne."** Et le conseiller fédéral Moritz Leuenberger de pronostiquer lors du congrès socialiste à Schwyz: **"Nous adhérons à l'UE, pas demain, mais après-demain."**⁴

La conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey se lamente dans les journaux allemands surtout et elle y dit le contraire de ses déclarations apaisantes en Suisse. Ainsi a-t-elle pleurniché dans une interview au quotidien *"Die Zeit"*: **"Nous sommes sous pression (...) et je doute que la Suisse puisse encore défendre ses intérêts auprès de l'UE sans en être membre."**⁵ Et d'ajouter pour faire bonne mesure dans un entretien accordé au quotidien *"Süddeutsche Zeitung"*: **"La Suisse n'est pas présente. Pouvons-nous nous offrir ce luxe? Mon devoir est d'y réfléchir."**⁶

Madame Calmy-Rey, croyez-vous donc que nous autres gens de l'UDC nous ne lisons pas les journaux allemands et la presse étrangère en général? Nous comprenons même le haut-allemand... Les contradictions entre vos déclarations en Suisse et celles que vous faites à l'étranger sont faciles à identifier.

Oui, Madame Calmy-Rey, nous trouvons aussi que vous devriez y réfléchir. En fait, vous auriez dû le faire depuis longtemps. L'UDC y réfléchit depuis 30 ans. Nous avons trente ans d'avance en matière de réflexion et il me semble que cet écart ne cesse de se creuser!

³ Couchepin: "Wir sind allein" (Nous sommes seuls.), dans: St. Galler Tagblatt, 1.9.2009.

⁴ Leuenberger demande l'adhésion à l'UE – et se fait applaudir, dans: sda/ctm, Newsnetz, 17.10.2009.

⁵ "Wir sind unter Druck" (Nous sommes sous pression), dans: Die Zeit, 3.12.2009.

⁶ "Sind wir noch autonom genug? Das ist die zentrale Frage" (Sommes-nous encore suffisamment autonomes? Voilà la question), dans: Süddeutsche Zeitung, 26.10.2009.

Pour le conseiller fédéral Pascal Couchepin, la situation est claire: **"Nous sommes déjà membre de l'UE. Nous reprenons chaque année davantage de lois UE."** Vous le voyez, Couchepin a atteint son objectif même sans réfléchir alors que sa compagne de lutte Calmy-Rey n'a même pas encore commencé à réfléchir.

Les appels en faveur de l'adhésion de la Suisse à l'UE se font de plus en plus bruyants. **Les chroniqueurs, commentateurs et éditorialistes ont eux aussi remis le même disque qui commence à se rayer sérieusement. "Nous ne devons pas abuser de la patience de l'UE"**, affirme par exemple le quotidien "Landbote" de Winterthur⁷. Comme si la Suisse était une élève récalcitrante qu'il faut envoyer dans la maison d'éducation de Bruxelles.

Et, bien entendu, les fonctionnaires ne manquent pas à l'appel quand il s'agit d'endoctriner les Suisses. Le professeur Walter Stoffel, président de la Commission de la concurrence, une institution d'Etat, annonce tout de go dans une conférence de presse que **"la voie bilatérale ne peut pas continuer". "D'un point de vue économique"**⁸ (sic!) **il est indispensable de rouvrir la discussion sur l'adhésion à l'UE."** Il semble que désormais la voie d'un professeur de droit soit celle de l'économie suisse! Et comment le grand gardien suisse de la concurrence juge-t-il donc **les aides massives d'Etats UE à leur industrie, par exemple à Opel/General Motors? Cette politique est-elle donc propice à la concurrence?**

L'ancien secrétaire d'Etat Franz von Däniken, qui affirme **"être depuis 20 ans un partisan convaincu de l'UE"**, va même jusqu'à qualifier la Suisse de pays égoïste et ose affirmer que **"nous serions plus souverains comme membres de l'UE"**. (La question est de savoir ce que il entend par ce "nous"; il s'agit sans doute d'un pluriel de majesté désignant l'ancien secrétaire d'Etat von Däniken.) Il admet aussi qu'il n'aurait pas approuvé l'EEE en 1992 **"sans une perspective d'adhésion à l'UE"**.⁹

Mais comme les **endoctrineurs indigènes** ne suffisent manifestement pas, on demande du secours à **l'ambassadeur de l'UE en Suisse, Michael Reiterer. Ce fonctionnaire autrichien ne se gêne pas pour dire aux Suisses ce qu'ils ont à faire. Manifestement, il n'est plus seulement ambassadeur UE, mais aussi mandant du Conseil fédéral.** Il dicte via la presse au Conseil fédéral ce que celui-ci doit faire en politique européenne. A la suite de ces interviews, qui étaient autant d'immixtions dans les affaires intérieures de la Suisse, je m'attendais en fait à ce que **le Département fédéral des affaires étrangères convoque cet homme pour le rappeler à l'ordre.** Mais rien de tel. Il aurait pourtant fallu rappeler à ce Monsieur d'Autriche, qui séjourne en Suisse comme ambassadeur de l'UE, que **les Confédérés ont déjà refusé d'écouter les Autrichiens dans le Pacte fédéral de 1291, en 1315 à Morgarten, en 1386 à Sempach et en 1499 lors de la guerre des Souabes.** Et on aurait pu conclure en lui disant qu'en 2010 les Confédérés ne s'intéressent pas davantage à ses "précieux" conseils.

Mais Michael Reiter peut continuer sans gêne aucune de donner des leçons au Conseil fédéral, par exemple en lui expliquant qu'il ne doit pas faire appel à la clause de sauvegarde concernant la libre circulation des personnes ou encore en critiquant les propositions de la présidente de la Confédération contre le pillage des institutions

⁷ Die Geduld der EU nicht strapazieren, in: Der Landbote, 26.3.2009.

⁸ Weko-Präsident will in die EU (Le président de la Comco veut adhérer à l'UE), dans: Berner Zeitung, 11.11.2009.

⁹ Ganz undiplomatisch (Sans diplomatie), dans: Das Magazin, 10.10.2009.

sociales car, a-t-il affirmé, ce système est un "élément immuable de l'accord avec l'UE".

Pour faire bonne mesure, Monsieur l'Ambassadeur de l'UE a le culot d'ajouter à ses vœux de bonne année la déclaration suivante: **"Le Conseil fédéral doit décider une fois pour toutes s'il veut que la question de l'adhésion revienne sur la table."** ¹⁰

V. Les méthodes pour éliminer les citoyens

Mesdames et Messieurs, la situation est claire: **ce qui dérange le plus nos adversaires dans ce pays, c'est la démocratie directe.** Elle est le principal obstacle sur leur marche vers l'UE.

Mais comment éliminer la démocratie directe qui permet aux citoyens non seulement d'élire, mais aussi de **décider**? C'est précisément la question que se posent nos adversaires. La manière la plus expéditive serait sans doute de recourir à la force des armes ou à la persécution. Mais ces méthodes sont trop visibles. On en cherche donc des plus douces et des plus discrètes. La meilleure manière d'agir est de faire intervenir les tribunaux. Ainsi, on aura toujours le bel argument de l'Etat de droit. Et comme nos lois nationales ne suffisent pas à supprimer la démocratie directe, on recourt au droit étranger. On appelle cela droit international public ou droits de l'homme. Des notions vagues que l'on peut arranger à toutes les sauces. D'autant plus facilement que ce droit n'est pas édicté par le législateur prévu par la Constitution, c'est-à-dire le citoyen.

Et si cela ne suffit toujours pas, on peut faire intervenir des juges étrangers. Il y en a partout et en grand nombre.

Mesdames et Messieurs, la démocratie suisse est un cas particulier, un "Sonderfall" au niveau mondial! Or, les cas particuliers n'ont plus la cote en politique. La politique moderne est déterminée par **la globalisation, l'égalitarisme, l'harmonisation, les droits de l'homme au sens le plus large du terme, le droit international.** Voilà les notions à la mode aujourd'hui.

La question reste de savoir comment faire comprendre cela au petit peuple? Comment faire comprendre au citoyen que c'est pour son bien qu'on veut lui enlever ses droits politiques?

Un Suisse vote plus souvent en une seule année qu'un Britannique durant toute sa vie. Depuis la fondation de l'Etat fédéral, donc depuis 160 ans, il y a eu en Suisse plus de votations et d'élections que dans le reste du monde. **Or, c'est une évidence pour chacun: en cas d'adhésion à l'UE, les Suisses doivent renoncer à leur démocratie directe, car le droit UE prime sur le droit national.**

Les partisans de l'UE savent aussi que **la liberté de pensée, de parole et d'opinion** est une condition essentielle au bon fonctionnement de notre démocratie. Donc, leurs tentatives de sape portent aussi à ce niveau. Le plus regrettable, c'est que les médias, qui devraient pourtant être intéressés au premier chef à la liberté de pensée, de parole et d'opinion, de même qu'à la liberté de la presse, sont les plus zélés à miner ces droits.

¹⁰ "Menschen funktionieren nicht wie Lichtschalter" (Les humains ne fonctionnent pas comme des contacteurs électriques), dans: SonntagsZeitung, 27.12.2009.

On a ainsi vu la "**NZZ am Sonntag**", journal dominical et porte-parole favori de la classe politique, critiquer le fait que l'émission "Arena" de la télévision alémanique a traité en 2009 trop de thèmes politiques UDC et fait intervenir trop d'élus UDC. Ces Messieurs de la Falkenstrasse ont fait leur compte d'épicier en portant des petits traits sous chaque nom pour ensuite faire une addition. Et comme le compte n'était pas bon pour ses auteurs, on y a ajouté des gens qui n'ont rien à voir avec l'UDC. Nous constatons ainsi avec plaisir que **la "NZZ am Sonntag" a attribué à l'UDC le rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Weltwoche", un homme extrêmement capable en l'occurrence**. Vérification faite, nous avons le regret de constater que Monsieur Köppel n'est pas membre de l'UDC.

Bien entendu, la télévision d'Etat a immédiatement réagi à cet appel du pied et **Monsieur Haldimann a annoncé qu'il y aura en 2009 moins de sujets UDC**¹¹. On débattrà donc moins souvent de sujets d'intérêt brûlant pour le public comme, par exemple, de **la suppression des initiatives populaires, des droits populaires, de l'adhésion à l'UE, de la politique des étrangers, de l'islamisme en Suisse, de l'interdiction d'afficher ou encore de la criminalité juvénile et étrangère**. On évitera donc d'évoquer les thèmes qui répondent aux principales préoccupations des Suisses. Par exemple, la télévision et la "*NZZ am Sonntag*" préféreront célébrer le voyage en train de Moritz Leuenberger jusqu'à Copenhague en pleine campagne sur l'initiative contre les minarets. Et on se passera bien entendu de représentants de l'UDC, car ceux-ci risqueraient de faire remarquer que ce train inutile a provoqué de fortes émissions de CO₂ ou encore que le chiffon de papier que le ministre a ramené (en avion) de la conférence de Copenhague ne valait rien alors que 180 Etats du monde avaient dépensé l'argent des contribuables pour ce prétentieux et inutile tourisme de congrès. Mais, a-t-on immédiatement dit au Palais fédéral, ces 180 chefs d'Etat ont pris une décision. Le problème est qu'on ne sait pas laquelle.

Mesdames et Messieurs, nous les remarquons à peine, **ces insectes discrets qui rongent notre liberté de parole et d'opinion**. Les créateurs de la Constitution fédérale de 1848 se retourneraient dans leur tombe s'ils voyaient cela. **Interventions dans la télévision d'Etat, mais aussi dans les télévisions locales**, distribution de concessions et subventions selon le bon plaisir de Moritz Leuenberg, **interdiction d'afficher sur les espaces publics, interdictions publicitaires** et j'en passe. Et que dire des nombreuses interventions et propositions de politiques qui demandent la création de commissions chargées de **contrôler la publicité, de censurer la propagande de votation**, etc. Quand il s'agit de restreindre les droits des citoyens, les politiques deviennent soudainement très créatifs.

Ces antidémocrates ont révélé leur vrai visage et leurs intentions malpropres dans le cas de l'initiative sur les minarets. Les habitués politiques, professeurs, journalistes et artistes ont de manière parfaitement antidémocratique insulté le souverain pour avoir pris une "fausse" décision; pire, ils ont invité au **non-respect du résultat de ce scrutin. Ils ont fait appel au droit étranger et aux juges étrangers pour faire annuler le choix du peuple**.

Leur but est simple: **interdire les initiatives qui permettent au peuple de décider autre chose que ce qu'ils veulent. Leur but est de museler les citoyens ou, s'ils n'y parviennent pas, de faire intervenir les juges étrangers de ladite Cour des**

¹¹ SonntagsZeitung, 3.1.2010.

droits de l'homme pour faire comprendre aux Suisses qu'ils doivent accepter les minarets.

Le Club helvétique, une association de bienpensants antidémocratiques, a eu cependant un bien curieux sursaut démocratique: il a annoncé une **initiative populaire pour faire revenir le peuple sur l'interdiction des minarets**. On était agréablement surpris devant l'intention de ces Dames et Messieurs de descendre dans la rue pour récolter péniblement des signatures. Mais l'illusion fut de courte durée, car ces milieux ont vite compris qu'une initiative exige du travail et de l'argent. Alors, pas question de se salir les mains et de délier les cordons de la bourse. Trop pénible de récolter 100 000 signatures. **Et vite fait ces Messieurs-Dames ont annoncé que finalement ils préféreraient renoncer à ce pénible acte démocratique.** Dommage!

Je me réjouissais déjà de voir cet élégant Monsieur Roger de Weck se mêler au petit peuple et récolter des signatures dans la rue, les mains engourdis par un froid de canard. Imaginez! Il aurait dû se retrousser les manches – **un exercice difficile pour ces Messieurs qui doivent commencer par défaire leurs boutons de manchettes.**

Mesdames et Messieurs, après la votation populaire du 29 novembre, des conseillers fédéraux sont partis en pèlerinage à l'étranger pour se justifier et pour bien souligner qu'ils n'étaient pas du même avis que 58% de leurs concitoyens. **Sur quoi les politiques étrangers leur ont tapé sur l'épaule pour les rassurer.** Nos élus ont eu manifestement grand plaisir à côtoyer une fois de plus les grands de ce monde et à s'excuser pour leur propre peuple – dont ils sont pourtant censés défendre les intérêts.

Ainsi, la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a dit à un journal allemand à propos de la votation sur les minarets: **"Cette initiative a été instrumentalisée par un parti politique qui assume des responsabilités gouvernementales. Cela est inacceptable."**¹² Cette déclaration de la ministre des affaires étrangères est doublement révélatrice: d'une part, Madame Calmy-Rey ne tient pas le peuple suisse en très haute estime, sinon elle ne dirait pas qu'il se laisse facilement instrumentaliser; nos citoyens ne sont pas aussi stupides qu'elle croit; d'autre part, si Madame Calmy-Rey juge insupportable qu'un parti politique, qui a représenté 58% des citoyens dans cette votation, assume des responsabilités gouvernementales, elle n'a que mépris pour la démocratie.

Le conseiller fédéral Moritz Leuenberger, qui ajoute volontiers sa voix aux aboiements de la classe politique, s'avère également très mauvais démocrate. Mais il a une excuse: il est socialiste. Le socialisme et la démocratie n'ont jamais été compatibles. L'histoire nous l'apprend. Un socialiste démocrate est aussi impossible qu'un dictateur libéral. **Chez les socialistes, le doute ne profite jamais au peuple, mais à l'omniscience socialiste.** Preuve en est cette déclaration de Moritz Leuenberger juste après la votation: **"Nous devrions à l'avenir être plus conséquents et déclarer invalides de telles initiatives."**¹³

La conseillère fédérale Doris Leuthard a dit textuellement ceci après la décision populaire concernant l'initiative sur les minarets: **"Il existe des limites pour tous,**

¹² "Wir sind unter Druck"(Nous sommes sous pression), dans: Die Zeit, 3.12.2009.

¹³ "Wir sollten konsequenter sein und derartige Initiativen ungültig erklären" (Nous devrions à l'avenir être plus conséquents et déclarer invalides de telles initiatives), dans: Sonntag/MLZ, 6.12.2009.

des limites fixées par la Constitution et le droit international et qui valent pour un conseiller fédéral, pour un parlementaire et aussi pour le Suisse moyen ("Otto Normalverbraucher" en allemand)." Ah bon, nous sommes donc des Suisses moyens. C'est un détail, mais l'hierarchie de Madame Leuthard est révélatrice: le Conseil fédéral tout en haut, puis le Parlement et enfin tout en bas le Suisse moyen – en fait le souverain. **Or, conformément à la Constitution suisse, l'hierarchie est juste inverse:** le souverain est au sommet et les parlementaires sont les servants du peuple – ou des Suisses moyens pour reprendre le langage de Madame Leuthard. Quant aux conseillers fédéraux – qui ne sont pas élus par le peuple – ils ne sont rien de plus que les servants des servants puisqu'ils sont élus par le Parlement.

Mais désormais nous le savons: nous ne sommes plus des citoyens, mais des Suisses moyens. On m'a rapporté que Madame Leuthard avait invité chez elle l'hebdomadaire "Schweizer Illustrierte" pour montrer fièrement ses quelques centaines de paires de chaussures. Madame Leuthard n'est décidément pas une Suisseuse moyenne, elle! ¹⁴

Pour mettre fin à cette suffisance méprisante des gouvernants à l'égard des citoyens, il n'existe qu'un moyen: **l'élection du Conseil fédéral par le peuple!** J'aimerais bien voir le membre du gouvernement national élu par le peuple qualifier ses électeurs de Suisses moyens ou estimant devoir s'excuser pour une décision prise par le peuple!

Il va de soi que des conseillers fédéraux peuvent être déçus par les résultats de la démocratie directe. **Mais les décisions du souverain comptent, un point c'est tout.** Bien entendu, un conseiller fédéral a aussi le droit de résister si une décision populaire est incompatible avec sa conscience. Cependant, s'il fait valoir ce droit de résistance, **il doit en assumer toutes les conséquences. Cela signifie qu'un conseiller fédéral, qui ne peut accepter le résultat d'un vote populaire, doit démissionner – immédiatement et sans faire valoir ses droits à la retraite.** Il n'est pas tolérable de mépriser la volonté des citoyens, mais de réclamer tout de même les privilèges et les avantages de sa fonction – surtout pas les avantages qui sont financés par les contribuables. **Mais le fait que les conseillers fédéraux ne sont pas prêts à supporter pareilles conséquences montre bien que leurs bruyantes protestations ne sont pas sérieuses.**

VI. Les méthodes pour détruire la nation suisse

Mesdames et Messieurs, lorsque les citoyens ont été écartés, **il reste comme dernier obstacle sur la route vers Bruxelles la Constitution fédérale qui contraint les élus politiques à défendre l'indépendance de la Suisse par rapport à l'étranger.** Donc ils cherchent aussi à éliminer cet obstacle. Mais comment?

D'abord en s'attaquant à un instrument important de sauvegarde de l'indépendance, c'est-à-dire **la neutralité permanente et armée.** Pourquoi?

On sait que l'Union européenne cherche à se donner une politique extérieure, de sécurité et de défense commune. La neutralité permanente et armée de la Suisse est de ce fait totalement incompatible avec une adhésion à l'UE. Les

¹⁴ "Wie viele Pumps, Stiefel und Mocassins sie hat, weiss Doris Leuthard nicht so genau." Die neue Helvetia (Doris Leuthard ne sait pas exactement combien elle a de souliers à haut talon, de bottes et de mocassins, La nouvelle Dame Helvétie), dans: Schweizer Illustrierte Nr. 5, 30.1.2006.

partisans de l'UE doivent donc liquider la **neutralité suisse**. Ils le savent bien, mais une fois de plus ils ne peuvent pas agir ouvertement, car **la neutralité permanente et armée bénéficie toujours d'un large soutien auprès de la population**. Ils doivent donc agir sournoisement. Comment cela se passe-t-il?

Le Conseil fédéral, la diplomatie et l'administration **s'engagent verbalement pour la neutralité**, mais font en réalité tout pour la miner. Ils font confiance en cela à la patience des citoyens.

L'UDC doit donc se battre bec et ongles contre cette tricherie. Nous devons dénoncer les stratagèmes de nos adversaires. Si Dieu pouvait encore lancer au peuple comme dans l'ancien testament "Ecoutez, écoutez ma parole", on ne peut pas en dire autant des politiques, car leur parole ne vaut pas grand-chose.

L'UDC doit mettre en garde: **"N'écoutez pas ce qu'ils disent, mais écoutez ce qu'ils pensent et observez ce qu'ils font, car ils ne disent pas ce qu'ils pensent et ils ne font pas ce qu'ils disent."** Si je passe en revue l'année 2009, je me dis même qu'ils ne savent souvent même pas ce qu'ils font!

Mesdames et Messieurs, **ce constat vaut surtout pour le verbiage et les sournoiseries qui entourent la neutralité**. Or, la neutralité suisse jouera un rôle de plus en plus important à l'avenir: **elle continue de nous protéger contre les va-t-en-guerre, contre le terrorisme, contre les alliances militaires prétendument solidaires, mais surtout irréflechies et servant uniquement à plaire à des pays étrangers, contre un gouvernement cédant trop vite aux pressions**.

La neutralité nous permet d'apporter une aide impartiale là où elle est réellement nécessaire. **La neutralité nous protège contre le besoin des élites d'accroître leur pouvoir, de chercher la grandeur, la célébrité, l'approbation des médias, les applaudissements – bref tout ce qui ne sera jamais dans l'intérêt de la large population**.

Certes, il n'est pas toujours simple d'être neutre. **La neutralité exige des politiques, des diplomates et des soldats fermes et résolus**, des personnes qui s'engagent sans restriction pour la cause publique et non pas pour leurs intérêts particuliers. La neutralité signifie aussi – surtout dans une situation grave – la solitude et l'isolement. Les hommes et femmes d'Etat conscients de leur devoir et les dirigeants responsables savent que cette solitude est inévitable. En revanche, les faibles, ceux qui fuient leurs responsabilités, ne la supportent pas.

Dans une situation grave, la solitude est de toute manière la variante la plus probable, plus probable certainement que l'aide sans limite de tiers. Ne serait-il donc pas plus prudent de tenir compte d'emblée de l'éventualité la plus probable? **Celui qui s'appuie sur un plus fort que lui, se livre au plus fort que lui**. Le fort décide seul s'il veut ou s'il ne veut pas aider le faible. Et il ne le voudra de toutes manières que s'il y trouve un intérêt.

Le risque est en revanche beaucoup plus grand de voir le petit entraîné contre sa volonté par son grand partenaire dans un conflit. Nous sommes neutres parce que c'est l'attitude la plus intelligente et, comme l'a montré l'histoire, parce que la neutralité est notre instrument le plus performant en politique étrangère.

Néanmoins la politique extérieure actuelle de la Suisse consiste plus à montrer du doigt qu'à donner l'exemple. Au lieu de se tenir tranquille, la Suisse officielle donne des leçons et distribue des notes tous azimuts. Elle ne cesse de se mêler de conflits étrangers. Cette attitude nous fait des ennemis politiques et indispose nos

partenaires commerciaux. La ministre des affaires étrangères, Micheline Calmy-Rey, parle de "**neutralité active**"! **Comme s'il ne s'agissait pas d'une contradiction en soi!**

La neutralité ne peut être autrement que passive. Il est absurde de réunir les mots "neutralité" et "active", car ils s'excluent mutuellement. C'est comme si on parlait d'un "socialiste économiste".

Tout en poursuivant ses vains bavardages concernant la "neutralité active", **le Département fédéral des affaires étrangères place des ennemis déclarés de la neutralité à des postes-clés de notre diplomatie.** Il semble que le Conseil fédéral ait récemment choisi le nouvel ambassadeur suisse en Allemagne en la personne de **Tim Guldemann**¹⁵. Voici une déclaration de ce Monsieur: "**A mon avis, la neutralité ne joue déjà plus aucun rôle aujourd'hui. La question est de savoir si nous admettons cela ou si – ce serait également une bonne stratégie – nous ne parlions tout simplement plus de neutralité.**" Et concernant l'UE ce même Monsieur dit ceci: "**La conclusion des accords bilatéraux devrait réunir les conditions à la préparation concrète de l'adhésion à l'UE.**"¹⁶

De toute évidence, la Suisse envoie dans le monde des ambassadeurs qui agissent contre la politique officielle de la Suisse et la politique voulue par le peuple suisse. Mesdames et Messieurs, le peuple suisse doit prendre garde s'il ne veut pas qu'on lui applique un jour le proverbe bien connu: "**Ce sont les veaux les plus stupides qui choisissent eux-mêmes leur boucher!**"

VII. Pour conclure: voter pour la Suisse, c'est voter pour l'UDC

Mesdames et Messieurs, le fait est incontestable: nos adversaires veulent aligner la Suisse sur l'UE. Et malheureusement tous les autres partis gouvernementaux agissent ainsi. La Suisse ne sera alignée que lorsque toutes ses particularités et ses valeurs porteuses auront été éliminées. Bref, quand la Suisse aura été supprimée. Et, il faut le dire clairement: c'est ce que veulent nos adversaires politiques!

- **Ils ne veulent plus des particularités de la Suisse que sont la fiabilité, la volonté à l'effort, la responsabilité individuelle.** Un élu politique spécialisé dans le domaine de l'instruction publique m'a dit récemment qu'il s'agissait là de vertus secondaires pour les écoliers.
- **Ils cherchent à enlever aux parents la responsabilité de la famille, de l'éducation, de l'école.** Voyez donc: HarmoS, garde extrafamiliale des enfants, éducation extrafamiliale des enfants. Le modèle néosocialiste imposé à l'école!
- **Ils veulent sacrifier à l'UE nos impôts modérés, le secret protégeant les clients des banques, l'utilisation responsable des deniers publics.**
- **Ils veulent porter le chômage au niveau de celui que connaît l'UE.** Il faut éviter que la Suisse soit différente, voire meilleure, sinon on ne peut pas la faire entrer dans l'UE!

¹⁵ Tim Guldemann soll Schweizer Botschafter in Berlin werden (Tim Guldemann doit devenir ambassadeur suisse à Berlin), dans: NZZ am Sonntag, 20.12.2009.

¹⁶ "Die Neutralität ist schon heute irrelevant geworden" (A mon avis, la neutralité ne joue déjà plus aucun rôle aujourd'hui), dans: Der Bund, 6.9.1997.

- **Adapter, aligner, niveler, harmoniser, socialiser, voilà la devise des destructeurs de la Suisse!**

C'est dire aussi que l'UDC a une grande tâche: **sauver la Suisse et ses valeurs.** Même si nous sommes seuls à défendre ce principe.

L'UDC est le seul parti qui s'engage réellement pour la Suisse.

Cela signifie aussi que **les élections fédérales 2011 constitueront la plus importante votation sur un thème politique concret:** il s'agira de savoir qui est pour et qui est contre la Suisse.

Celles et ceux qui sont pour la Suisse doivent aller aux urnes en 2011!

Celles et ceux qui sont pour la Suisse doivent voter UDC!

Voter UDC, c'est voter pour la Suisse!

Mettons-nous dès à présent au travail pour préparer l'année électorale 2011!